LA CRISE GRECQUE : TOUS COUPABLES !



Photo : http://www.atelier.net/

Au moment où la Grèce fait la une de tous les médias, il apparait nécessaire d'essayer d'y voir un peu plus clair dans les différents points de vue que l'on entend de-ci de-là.

En préambule, il est bon de rappeler que ce pays n'est pas entré dans la CEE sur un coup de tête ou un coup de dés. Son adhésion s'est effectuée par étapes successives du juillet 1961, date d'un accord d'association, au 1er janvier 1981, date de son entrée officielle à partir de laquelle elle a bénéficié d'une période transitoire de 5 ans pour adapter son économie aux règles communautaires. Il faut noter que peu de temps après son adhésion officielle, le nouveau gouvernement socialiste de Andreas Papandréou, opposé à l'entrée de son pays dans la CEE et n'ayant pas réussi à remettre en cause les règles fondamentales des traités a obtenu, en compensation, des aides communautaires substantielles. Bien joué.

Les instances européennes qui ont donc eu tout loisir pendant de nombreuses années de vérifier la bonne santé des finances grecques avant d'accorder leur accréditation sont le premier coupable. Mais avaient-elles les moyens et souhaitaient-elles le faire ? Hubert Védrine ministre français des affaires étrangères affirmait : "*Tous les membres du Conseil européen croyaient aux comptes fournis par la Grèce, ils n'avaient pas de raison d'en douter ou n'étaient pas mandatés pour savoir ce qu'il y avait dedans*". L'objectif n'était donc pas d'être suspicieux mais accueillant sans doute pour des raisons qui nous échappent à ce niveau.

Deuxième coupable : les états européens et plus précisément leurs dirigeants et conseillers qui savaient que la Grèce était le pays le plus pauvre des nations européennes (2% du PIB européen) mais, comme

disait Valéry Giscard d'Estaing "*C'était bien vu d'admettre la Grèce, parce que c'était le berceau de la démocratie*". Etonnant de la part de hauts responsables n'est-ce pas ?

Troisième coupable : les gouvernants grecs qui n'ont pas oser prélever l'impôt (30 milliards), taxer l'église et les armateurs à la hauteur de leur richesse. Ils n'ont rien fait non plus contre la fraude fiscale estimée à 10 milliards d'euros chaque année. En outre ils se sont acoquinés avec les banques, Goldman Sachs notamment, pour contracter des emprunts douteux afin de réapprovisionner en catimini les caisses de l'Etat. Ces même gouvernants ont doté le pays d'un armement moderne (auquel la France a participé) au lieu de consacrer cet argent aux besoins immédiats des grecs.

Quatrième coupable : les banques justement qui dans le dos de l'Europe ont prêté de l'argent douteux à l'Etat grec.

Cinquième coupable : les Grecs eux-mêmes, plus roublards que les italiens, qui ont tiré sur la ficelle tant qu'elle ne cédait pas. On a remarqué qu'en Grèce les lecteurs de cartes bancaires étaient souvent en panne au moment de régler les additions !

Sixième coupable : la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fond Monétaire International (FMI) qui ont laissé filer l'endettement de la Grèce jusqu'à restructurer la dette et mettre une croix sur 107 milliards d'euros.

Comme on le voit après ce rapide tour d'horizon, les responsabilités sont partagées. On peut dire sans se tromper que la crise était inéluctable. Il s'agit maintenant de savoir comment "ils" vont s'en sortir. Tsipras, le premier ministre grec, en menaçant la CEE d'un référendum joue habilement. Si l'Europe souhaite conserver la Grèce en son sein, elle va devoir faire de nouvelles concessions (même après un NON) ou perdre les aides qu'elle a fournies par l'intermédiaire des états membres (la France a prêté 40 milliards d'euros). Les pontes européens ont beau affirmer en cœur que le peuple est souverain, ils craignent que la question du référendum soit mal posée et un NON qui va

mettre tout le monde dans la crise. Verdict dimanche, mais on en est qu’au premier acte de cette tragédie grecque.